

1) Annonces sur la fiscalité : un a priori positif, mais l'opinion reste incrédule.

- **60%** des Français (72% des sympathisants de gauche) jugent que les baisses d'impôts annoncées contribueront à **rendre le système fiscal plus juste**. *A noter que ceux qui ne sont pas assujettis à l'IR - mais vivent dans la crainte de le devenir - ont un jugement nettement plus positif sur la mesure (69%, contre 56%).*
 - **mais 60% ne font pas confiance au gouvernement pour tenir cet engagement** ; et pour 71% les baisses annoncées semblent insuffisantes (Opinionway, à prendre cependant avec prudence compte tenu d'une formulation ambiguë de la question).
- *Pourraient être soulignées afin de ne pas laisser retomber les bons a priori la **détermination du gouvernement** et **l'importance de ces mesures**.*

2) Réforme territoriale : l'adhésion à la réforme se maintient, mais les motivations sont incertaines et un risque de diversion existe.

- l'objectif de diviser par 2 le nombre de régions et de supprimer les Conseils généraux **continue à recevoir un accueil favorable** (55% pour chaque proposition).
 - cette réforme est aux yeux de l'opinion **très liée à la recherche d'économies** :
 - **la réduction des dépenses publiques est de loin le premier motif d'adhésion** (56% des citations), devant les autres items proposés (efficacité économique des régions ; efficacité de l'action publique dans les territoires).
 - à l'inverse, ceux qui sont **opposés** mettent en avant le fait que cela **ne permettra pas de réduire les dépenses** (47%).
- *Il existe un **risque de malentendu** qui pourrait affaiblir le soutien à cette réforme, s'il apparaissait que les économies sont difficiles à obtenir ou qu'elle ne sont pas le premier objectif recherché.*
- **les catégories populaires**, plus réticentes à ces réformes (soutien inférieur à 50%), mettent particulièrement en avant comme motif de leur opposition le fait que cela **ne devrait pas être un sujet prioritaire pour le gouvernement**.
- *La crainte que l'action du gouvernement soit **divertie des sujets essentiels** (emploi, pouvoir d'achat) **par cette réforme** peut monter. Il semble préférable d'être **prudents en la mettant en avant comme un grand marqueur de notre agenda**, qui doit rester tourné aux yeux des Français vers l'amélioration de leur situation économique quotidienne.*
- parmi les autres motifs d'opposition à surveiller, nous pourrions prêter attention à la **crainte d'un accès plus difficile aux services publics** (forte en particulier chez les + de 65 ans).
- La **perte d'identité des territoires**, en revanche, ne semble pas à ce stade être une préoccupation majeure de l'opinion (même si elle existe, mais à un niveau faible).

3) Grève dans la fonction publique : une empathie de l'opinion, qui témoigne sûrement autant de la préoccupation générale sur le pouvoir d'achat que d'un soutien spécifique aux fonctionnaires.

- la grève est **comprise par 68%** des Français (72% des sympathisants de la majorité) ; et **soutenue par 60%** (et 63%) - il s'agit de scores dans la fourchette haute de ce type de mesures, sans être exceptionnels. Un sondage Opinionway de cette semaine ne donnait pour sa part que 47% de soutien.

A noter cependant que la question du SIG précisait que cette grève visait à « dénoncer la dégradation du pouvoir d'achat » des fonctionnaires, alors qu'Opinionway indiquait que ceux-ci « protestaient contre le gel de leur salaire » (moins vecteur d'identification). **Dans le soutien apporté au mouvement se reflète donc aussi (sinon principalement) la solidarité de l'opinion sur la forte préoccupation du pouvoir d'achat.**

4) Réforme pénale : relative décrispation de l'opinion, mais attention aux piques de rappel

- **52% des Français** (plus de 60% à gauche) sont d'accord avec l'idée que **les aménagements de peine** (semi-liberté ou bracelet électronique) permettent de lutter plus efficacement contre la récidive que la prison (44% pensent l'inverse).

Il s'agit d'un **inversement du rapport depuis octobre 2013** (45/54 en faveur de la prison).

➤ *A noter cependant que sur les sujets touchant à la sécurité, **l'opinion est traditionnellement hyper-sensible aux faits divers et aux polémiques** : cette décrispation tient donc sans doute d'un éloignement du sujet de l'actualité, sans garantie qu'elle persiste lorsque le débat s'engagera à nouveau.*

5) Alstom : stable, en attendant de voir

- Le jugement sur la gestion du dossier Alstom **n'a pas bougé (36% de satisfaits**, dont 43% des sympathisants de gauche et 48% des sympathisants PS), **malgré le très bon accueil réservé au décret** pris par M. Valls et A. Montebourg (70% favorables).

Comme sur d'autres sujets économiques, l'a priori positif ne supplante pas la méfiance : la prise d'initiative sur le décret est bien perçue, mais l'opinion jugera sur pièces./AA